

Fonds climat et coopération décentralisée de la Région de Bruxelles-Capitale



**bruxelles
environnement**
.brussels 

Mikaël Angé
Division Coordination générale
Département International

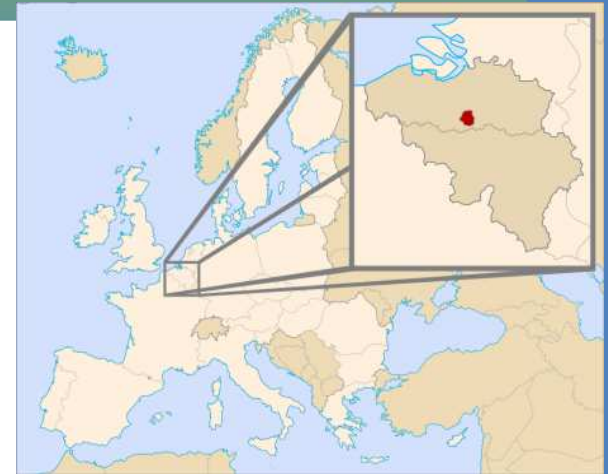
I. PLAN DE L'EXPOSE

I. PLAN DE L'EXPOSE

- I. CONTEXTE
- II. POLITIQUE CLIMATIQUE BRUXELLOISE: APERCU GENERAL
- III. POLITIQUE BRUXELLOISE EN MATIERE DE FINANCE CLIMAT
- IV. FINANCE CLIMAT ET COOPERATION DECENTRALISEE
- V. CONCLUSIONS

I. CONTEXTE BRUXELLOIS

- 164 km²
- 1.1 million personnes
(+13% 2001-2010 et + 25% attendu en 2060)
- 630.000 travailleurs et 350.000 “navetteurs”
(+8% 2001-2010)
- Emissions domestiques : Bâtiment (72%) et Transports (27%) – potentiel SER limité
- Contexte institutionnel : compétences très étendues dévolues aux Régions



III. POLITIQUE CLIMATIQUE BRUXELLOISE: APERCU GENERAL



Contexte

- Préoccupations croissantes pour les changements climatiques
- Paquet européen Energie-Climat 2020 (-20%) → Cadre Energie-Climat 2030 (-40%)
- Accord de Paris : soutien financier climatique
- Contexte budgétaire difficile



→ **Nécessité d'innover pour renforcer les moyens d'action**

III. POLITIQUE CLIMATIQUE BRUXELLOISE: APERCU GENERAL

Une politique intégrée air-climat-énergie

Trois instruments principaux

COBRACE

Code Bruxellois Air-
Climat-Energie

Mai 2013

= volet légal

Instruments Financiers

Budget Bruxelles-Environnement

Fonds Climat et Fond énergie

Plan intégré Air Climat Energie

Juin 2016

= volet planification

III. POLITIQUE CLIMATIQUE BRUXELLOISE: APERCU GENERAL

Le Fonds Climat

Recettes

Recettes quotas carbone

Environ 11 M€/an.

Charge environnementale
stationnement hors voirie

150.000€

Amendes administratives ETS

0

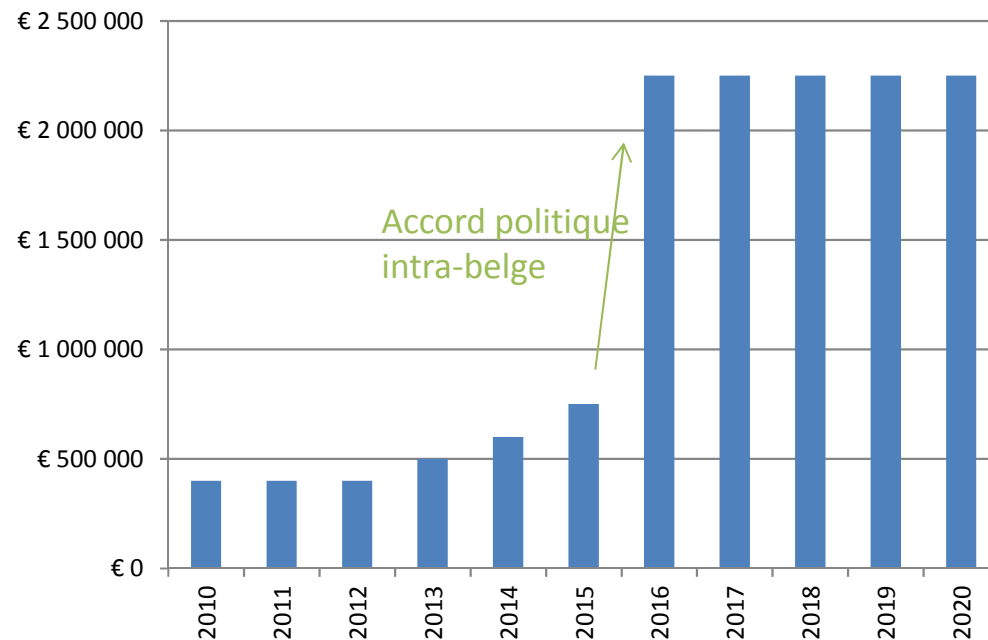
Produit de vente d'unités carbone

0

Dépenses/financements autorisés

- ✓ Mesures domestiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre
- ✓ projets qui génèrent des unités carbone dans le cadre de l'utilisation des mécanismes de projet
- ✓ Soutien aux politiques climatiques des pays en développement (2,25 M€/an)

III. SOUTIEN FINANCIER « CLIMAT » de la RBC



- Contributions des entités subnationales à l'effort international se multiplient, mais Bruxelles reste une exception (contexte institutionnel)
- Croissance constante depuis 2010 (Conférence de Copenhague)
- Jusqu'en 2014 : contributions à des Fonds multilatéraux (Fonds pour l'Adaptation jusqu'en 2013, puis Fonds Vert pour le Climat)
- A partir de 2015 : initiatives bilatérales

III. SOUTIEN FINANCIER « CLIMAT » de la RBC

Initiatives bilatérales

Principes :

- Volonté d'entretenir un rapport plus direct avec le bénéficiaire
- Priorité accordée aux Régions déjà partenaires de la RBC (RRSK, Alger, Kinshasa, Kantaga)
- Préférence pour les projets à caractère urbain, contribuant à l'équilibre des genres, et permettant de générer des résultats tangibles

- Partenariat avec l'Organisation Internationale de la Francophonie
- Organisation d'un appel à projet auprès du secteur associatif
- Coopération directe avec la Région de Rabat-Salé-Kenitra



III. SOUTIEN FINANCIER « CLIMAT » de la RBC

Coopération directe avec la Région de Rabat-Salé-Kénitra

Centre de tri de déchets ménagers assimilés

- S'inscrit dans la continuité d'une collaboration de près de 15 ans
- Aboutissement d'un projet commun de plusieurs années, financé par la Commission européenne.
- Nombreux co-bénéfices : Amélioration des revenus et des conditions de travail des collecteurs, garanties sociales, reconnaissance légale du métier, création d'emploi, etc.
- Projet "pilote" : objectif de développement et réplication



III. SOUTIEN FINANCIER « CLIMAT » de la RBC

Coopération directe avec la Région de Rabat-Salé-Kénitra

Centre de tri de déchets ménagers assimilés

- Coordination du projet par le FMDV et la RRSK
- Bruxelles : Financement du terrain + appui technique via la Coopération technique belge (coopération au développement)
- Mobilisation de divers acteurs marocains (Ministères de l'Intérieur et délégué à l'Environnement, Ville de Rabat, etc.)
- Finalisation des aspects techniques et financier, avant officialisation du partenariat lors de la COP22



VII. CONCLUSIONS

AUX CONCLUSIONS

- Tarification du carbone = opportunité de générer de nouvelles ressources pour mettre en oeuvre les projets “climat”
- Coopération décentralisée permet d’inscrire la collaboration dans un contexte favorable, de confiance mutuelle.
 - > Approche flexible, procédures simplifiées
- Place les collectivités locales au centre de l’action climatique
- Role important des acteurs “de référence” : réseaux de ville, acteurs de la coopération, etc.